



04

MARCHÉ DU TRAVAIL



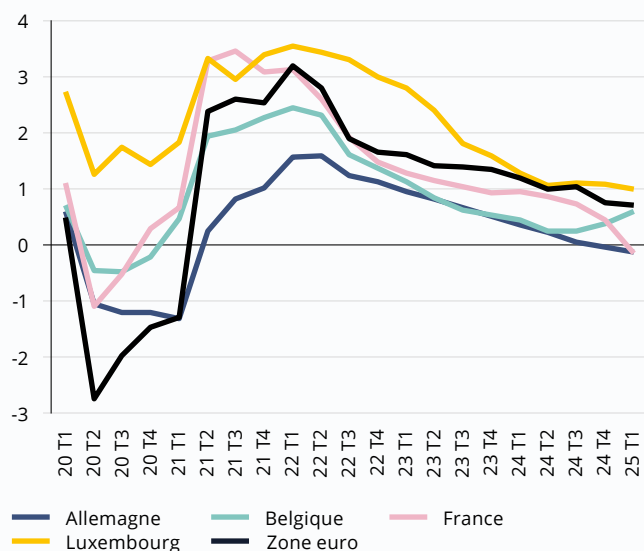
Le marché du travail demeure peu dynamique en zone euro, hormis dans les pays du Sud, notamment en Espagne. Au Luxembourg, la croissance de l'emploi a nettement ralenti depuis 2022 et semble se stabiliser à un niveau historiquement faible au tournant de 2024 et 2025, particulièrement dans les branches marchandes. Le taux de chômage continue à augmenter sur le début de l'année, mais de façon un peu moins prononcée que sur la fin de 2024, notamment sous l'effet d'une moindre baisse des effectifs de la construction. Certains indicateurs avancés de l'emploi envoient des signaux un peu plus positifs.

En lien avec l'amélioration de l'activité, le STATEC prévoit un renforcement modéré de la croissance de l'emploi et une baisse du chômage, mais seulement à partir de 2026. La progression des effectifs au Luxembourg resterait marquée par une contribution significative du secteur public, avec un meilleur soutien du secteur marchand l'année prochaine.

Graphique 4.1

L'emploi ralentit en zone euro...

Emploi, en variation annuelle en %

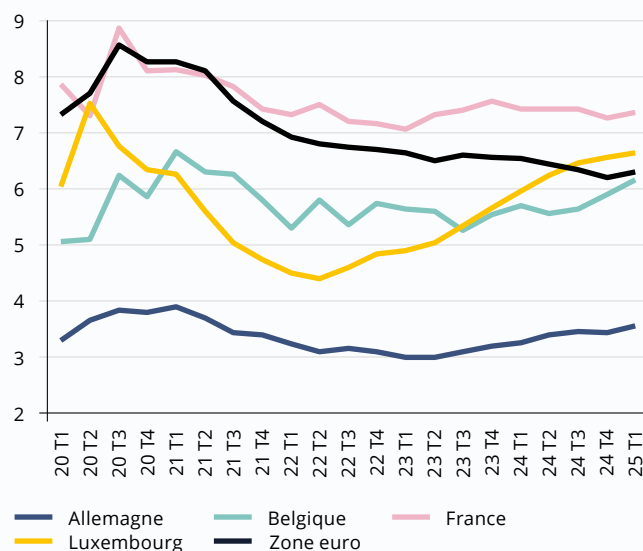


Source: Eurostat

Graphique 4.2

... mais le chômage demeure faible

Chômage, en % de la population active



Source: Eurostat (données désaisonnalisées)

Zone euro: l'emploi moins dynamique

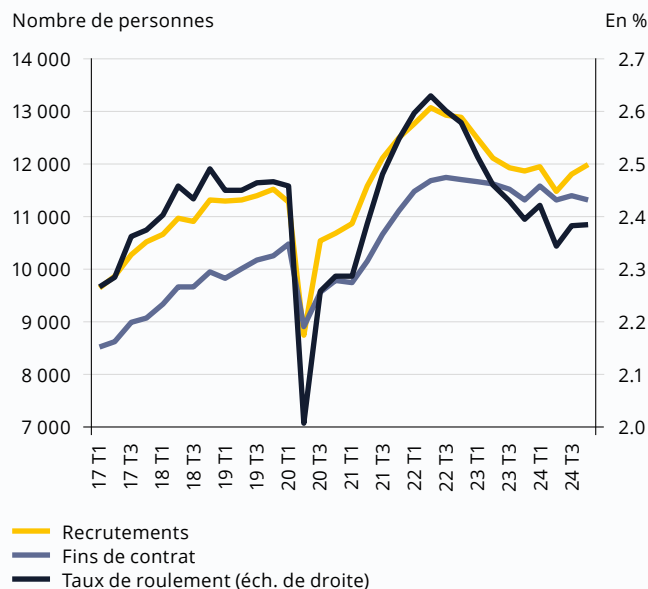
L'emploi en zone euro a continué à ralentir sur les derniers trimestres. Après un pic à +3.2% sur un an (en T1 2022), il n'augmente plus que de 0.8% en T4 24 et de 0.7% en T1 25 (cf. graphique 4.1), porté surtout par la bonne performance de l'Espagne. C'est le secteur public (administration, défense, éducation, santé et action sociale) qui a créé le plus d'emplois sur les 3 premiers mois de l'année (plus de la moitié), suivi du commerce, transports et Horeca, des services aux entreprises et des services à la personne. L'industrie et l'agriculture notent, par contre, une baisse de l'emploi.

Le taux de chômage reste quant à lui très faible, touchant 6.2% de la population active en avril 2025, soit environ 2 points en dessous du pic atteint lors de la crise Covid (cf. graphique 4.2). Sur les trimestres récents, ce repli découle toutefois surtout des pays du Sud (Espagne, Italie et Grèce). Ailleurs, et notamment au Luxembourg et dans les pays voisins, le chômage tend à augmenter. Dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne table néanmoins sur une prolongation de la baisse du taux de chômage en zone euro, qui passerait de 6.4% en 2024 à 6.1% en 2026, à nouveau surtout du fait de l'Espagne, de l'Italie et de la Grèce. Le Luxembourg, ainsi que ses voisins frontaliers, devraient quant à eux subir une hausse du chômage cette année, mais probablement une baisse dès 2026.

Luxembourg: le marché du travail peu dynamique

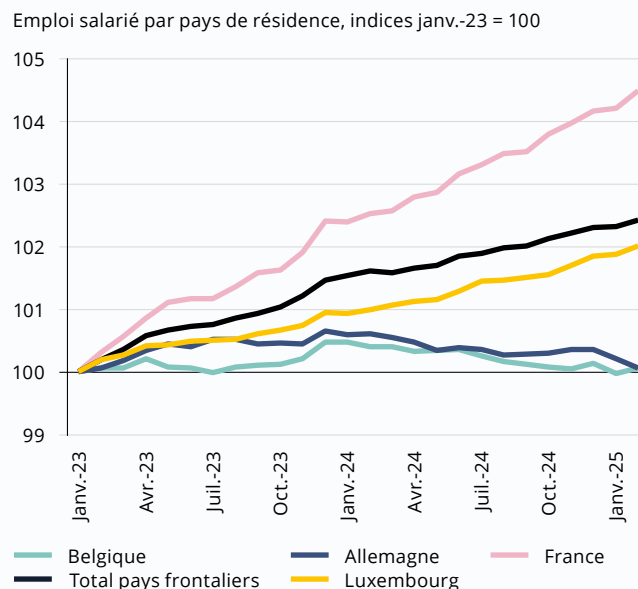
Au Luxembourg, la progression de l'emploi s'est stabilisée à un niveau très faible (+1.0% sur un an en T1 2025, +0.2% sur un trimestre) et le chômage continue à augmenter, même si la hausse est de moins en moins prononcée. Ce manque de dynamisme s'observe également au niveau du taux de roulement (rapportant les créations d'emploi et les fins de contrat à l'emploi salarié), qui demeure à un niveau plutôt bas (cf. graphique 4.3). On note toutefois une remontée des recrutements sur la deuxième moitié de 2024.

Graphique 4.3

Les recrutements remontent sur la fin de 2024

Sources: IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.4

Moins de travailleurs frontaliers belges et allemands

Sources: IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

La majorité des créations nettes d'emploi au bénéfice des frontaliers français

La progression de l'emploi frontalier et de l'emploi national est relativement similaire au 1^{er} trimestre 2025 (resp. +0.9% et 1.0% sur un an), ce qui caractérise habituellement les phases de basse conjoncture (pendant les phases de haute conjoncture, l'emploi frontalier est normalement bien plus dynamique que celui des résidents). Actuellement, ce sont surtout les travailleurs résidant en France qui font augmenter l'emploi au Luxembourg (+2% en 2024, à l'origine de la moitié des créations nettes d'emploi, cf. graphique 4.4). Depuis janvier 2024, les frontaliers allemands et belges sont en baisse (resp. -600 et -260 personnes jusqu'à février 2025). Cette évolution provient surtout de la construction, du secteur financier, du commerce, des TIC et de l'industrie. Les frontaliers venant de France, par contre, ont augmenté sur cette période dans le commerce, le secteur financier et l'industrie.

À noter par ailleurs qu'en 2024, 10% des travailleurs de nationalité luxembourgeoise n'habitaient pas au Grand-Duché (il y a 10 ans, ils étaient seulement 4%). Environ 4% d'entre eux résidaient en France (contre 1% seulement en 2014) et 3% resp. en Belgique et en Allemagne (contre 2% chacun il y a 10 ans). En ce qui concerne les frontaliers français, seuls 80% d'entre eux ont la nationalité française (90% il y a 10 ans). Parmi les autres travailleurs en provenance de l'Hexagone, 7% sont de nationalité portugaise (contre 3% il y a 10 ans), 4% sont luxembourgeois (1% en 2014) et 2% sont italiens (1% en 2014).

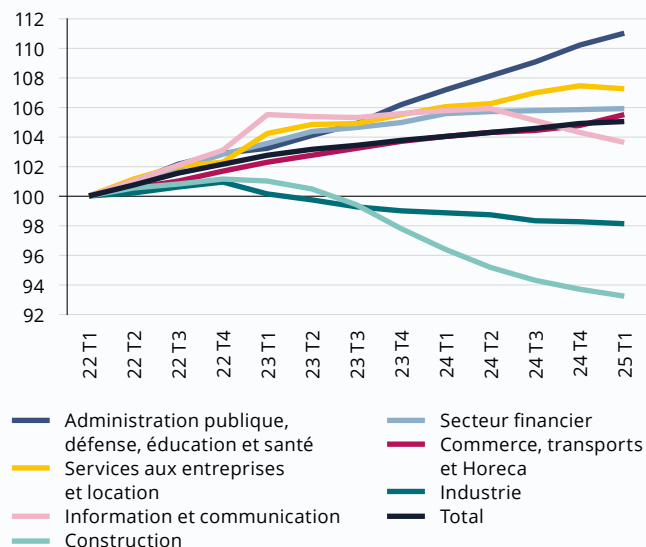
Le secteur public à l'origine de la majorité des créations d'emplois nettes

Au 1^{er} trimestre de 2025, l'emploi n'a augmenté que de 0.2% sur un trimestre, après +0.3% sur les deux trimestres précédents. Ce freinage est surtout attribuable aux services aux entreprises, notamment à l'emploi intérimaire. Le secteur public explique presque l'entièreté de la dynamique de l'emploi (0.2 point de %), le reste provenant de l'Horeca (0.1 point), la construction contribuant toujours négativement – mais bien moins que sur les trimestres précédents – à l'évolution de l'emploi (-0.1 point de %).

Graphique 4.5

Des tendances très contrastées pour l'emploi selon les branches

Indices 2022 T1 = 100

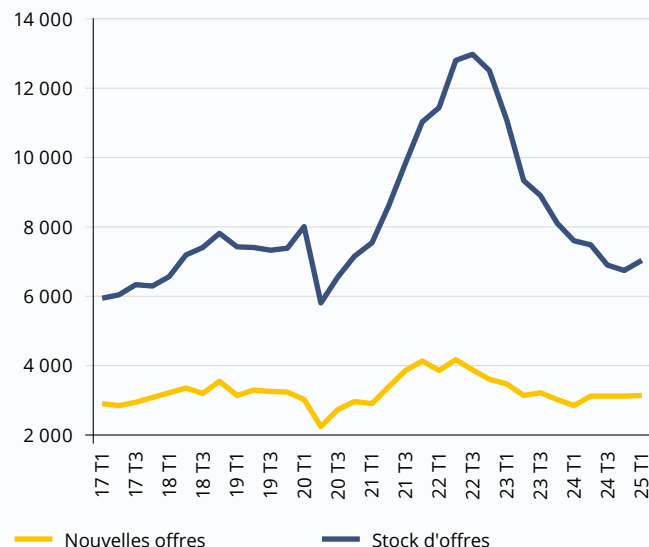


Source: STATEC (comptes nationaux, données désaisonnalisées)

Graphique 4.6

Légère remontée des offres d'emploi au début de l'année

Nombre



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

1 À ce propos, l'ADEM évoque une inadéquation croissante entre les profils recherchés et ceux qui sont disponibles: ADEM, "Zoom sur les évolutions et tendances récentes dans le domaine de l'informatique", juin 2025 <https://adem.public.lu/content/dam/adem/fr/publications/adem/zoom-emploi/zoom-emploi-2025-06.pdf>

La construction note en effet, avec -330 personnes sur un trimestre, toujours la baisse de l'emploi la plus importante, suivie des services aux entreprises (-191 personnes), des TIC (-120 personnes), de l'industrie et des activités des ménages (un peu plus de -30 personnes chacun). Pour la construction et pour l'industrie, les baisses semblent toutefois se réduire peu à peu sur les derniers trimestres. L'emploi dans le secteur financier par contre est en train de ralentir fortement (+0.1% sur un trimestre en T1 2025, après encore +1.0% en T4 2022), surtout à cause d'une moindre progression de l'emploi dans la gestion de fonds d'investissement et de pension. Un peu d'espoir provient du commerce, de l'Horeca, des activités immobilières et des services aux personnes où l'emploi semble accélérer légèrement sur les derniers trimestres.

Les offres d'emploi de nouveau en hausse

Un autre aspect plus positif concerne les offres d'emploi, qui sont remontées au 1^{er} trimestre 2025 (+4.3% par rapport au 4^e trimestre 2024, cf. graphique 4.6). Ce sont surtout les services aux entreprises qui ont déclaré plus de nouveaux postes vacants sur les 3 premiers mois de l'année, suivis des transports, de la santé et action sociale et de l'industrie. Le taux d'emplois vacants (rapportant les postes ouverts à l'ensemble des postes, vacants et occupés) a particulièrement augmenté dans les transports (de 1.3% en T4 2024 à 1.7% en T1 2025), dans l'Horeca (de 1.4% à 1.7% sur cette même période) et dans l'industrie (de 0.8% à 1.0%).

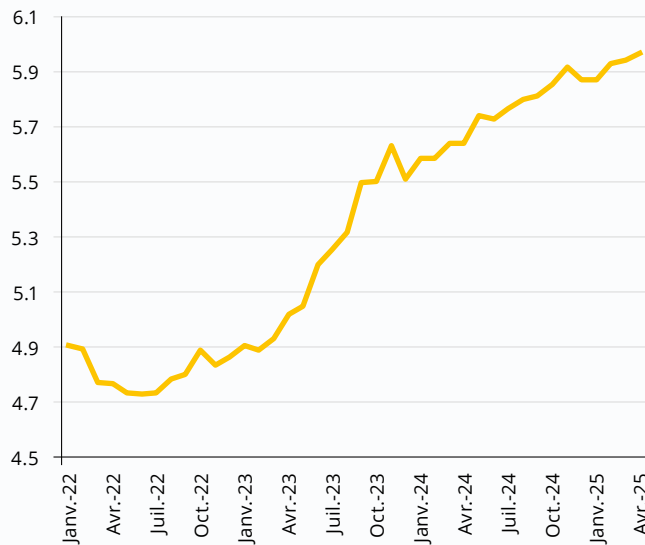
Progression moins forte du chômage

Le chômage a continué à augmenter sur le début de l'année, mais de manière moins prononcée que sur la fin de 2024 (le nombre de chômeurs a augmenté de 0.9% sur un trimestre en T1 2025, après +1.9% encore en T4 2024). Cette moindre hausse s'explique surtout par la baisse des demandeurs d'emploi issus de la construction (-11.4% sur un trimestre, contribuant à -0.9 point de %). Les chômeurs issus d'autres branches continuent à augmenter, surtout ceux des activités de support à l'entreprise (+0.6 point, notamment dans les systèmes d'information et de télécommunication¹ ainsi que dans la comptabilité et gestion), suivis de ceux provenant de l'Horeca et des transports (+0.2 point chacun).

Graphique 4.7

La hausse du chômage tend à se modérer

Taux de chômage, en % de la population active

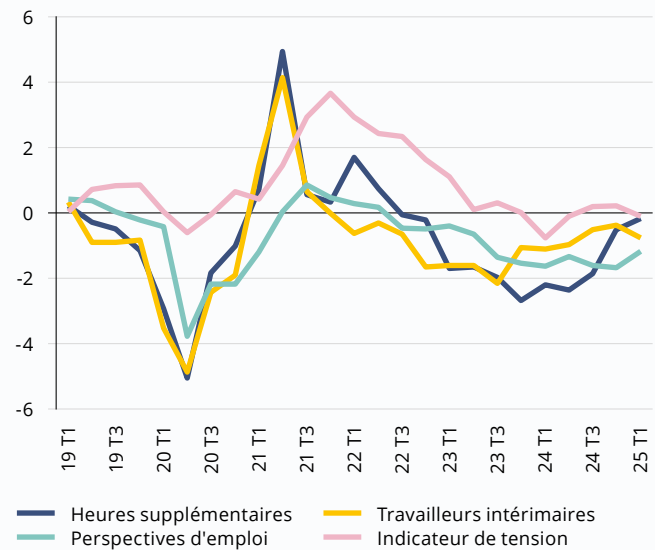


Sources: ADEM, IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.8

Certains indicateurs avancés de l'emploi donnent des signaux positifs

En points (données centrées-réduites)



Sources: IGSS, ADEM, STATEC, calculs STATEC

Alors que la guerre en Ukraine avait entraîné une hausse du chômage en 2022 (+0.1 point de %), l'impact des réfugiés ukrainiens sur le taux de chômage reste relativement stable depuis. En effet, le nombre de réfugiés ukrainiens actifs sur le marché du travail luxembourgeois s'est stabilisé à un peu moins de 1 400 personnes depuis la mi-2023. Toutefois, la part qui est en emploi a diminué (de 75% à la mi-2023 à 66% en avril 2025). D'autre part, le nombre de réfugiés ukrainiens inscrits à l'ADEM tend à augmenter depuis juin 2023, même si les nouvelles inscriptions diminuent. Ces réfugiés semblent donc avoir de plus en plus du mal à trouver un emploi.

Des perspectives qui s'améliorent très légèrement

Les indicateurs dits "précurseurs de l'emploi", tels que les heures supplémentaires, le travail intérimaire, les perspectives d'emploi des entrepreneurs ou encore l'indicateur de tension, envoient des signaux un peu plus positifs sur les derniers mois (cf. graphique 4.8). Les heures supplémentaires, qui avaient fortement baissé en 2023 et 2024 (resp. de -10.2% et de -8.3%), se redressent lentement depuis la mi-2024. Le travail intérimaire, qui baisse depuis 2022, s'est stabilisé à la fin de 2023 et remonte timidement depuis la fin de 2024 (+0.4% sur un trimestre en T3 et +1.9% en T4)². Les perspectives d'emploi des entrepreneurs issues des enquêtes de conjoncture, à défaut d'enregistrer un rebond significatif, semblent au moins avoir cessé de se dégrader. C'est dans l'industrie qu'elles se sont le plus nettement améliorées au cours des derniers mois, mais les autres branches montrent des résultats assez volatils et sans tendance claire.

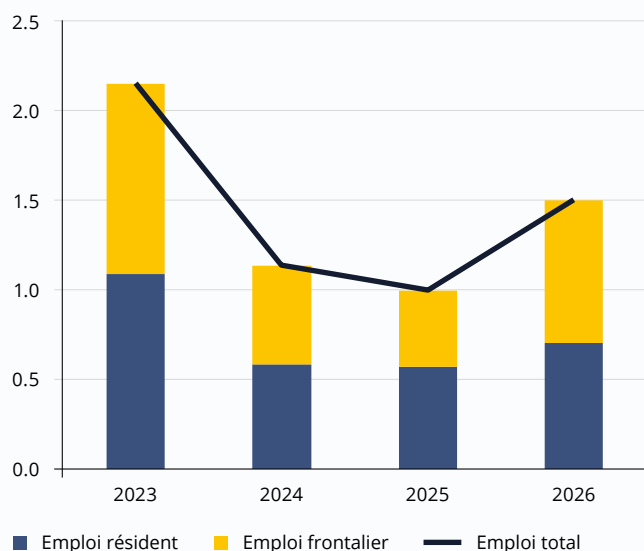
Ces différents éléments, combinés à la marche hésitante de l'activité au début de 2025 (cf. chapitre 2) ne permettent pas d'envisager une accélération de l'emploi cette année, mais seulement un moindre freinage (voir ci-après).

² Les premières données pour T1 2025 témoignent toutefois d'une nouvelle baisse du travail intérimaire sur le début de l'année.

Graphique 4.9

Les créations d'emploi ne se renforceraient qu'à partir de 2026...

Variation annuelle en % et contributions en points de %

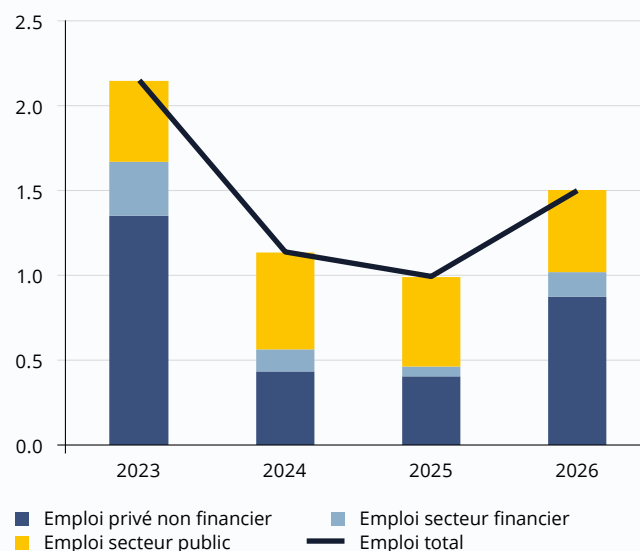


Source: STATEC (2025-2026: prévisions)

Graphique 4.10

... avec un redémarrage centré sur le secteur marchand

Variation annuelle en % et contributions en points de %



Source: STATEC (2025-2026: prévisions)

3 Cf. l'étude 7.2 "La baisse de la productivité du travail au Luxembourg influencée par la rétention de main-d'œuvre?" de cette Note de conjoncture.

Prévisions: des créations d'emploi au plus bas en 2025...

La croissance de l'emploi a nettement ralenti en 2024 et devrait rester très modérée en 2025. Sur ces deux années, le Luxembourg évolue à un rythme annuel proche de 1%, historiquement faible (comparable à une année de crise comme 2009 et très éloigné des quelque 3% enregistrés en moyenne par an sur la décennie 2010).

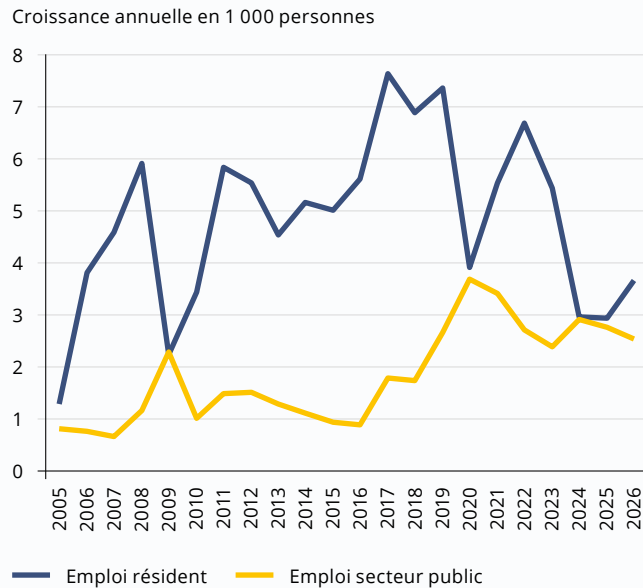
... mais qui devraient se renforcer en 2026 avec la reprise attendue de l'activité

Après une certaine stabilisation de la croissance de l'emploi total à +1.0% en 2025, une accélération à +1.5% interviendrait en 2026. Cette trajectoire s'inscrit dans un contexte de reprise économique progressive, avec un décalage habituel de trois à quatre trimestres entre la croissance de l'activité (valeur ajoutée brute en volume – VAB) et celle de l'emploi. La VAB devrait en effet connaître une reprise modérée dès la seconde moitié de 2025, soutenue par un environnement macroéconomique plus favorable, notamment grâce à l'assouplissement des taux d'intérêt. Par ailleurs, les effets négatifs de la crise du logement semblent s'atténuer: la reprise progressive de l'investissement résidentiel devrait également soutenir la création d'emplois, en particulier dans la construction et les services liés. À noter que la hausse de la rétention de main-d'œuvre sur les dernières années³ pourrait freiner la reprise de l'emploi sur les trimestres à venir.

Des moteurs d'emploi contrastés: un secteur public dynamique, le reste en attente

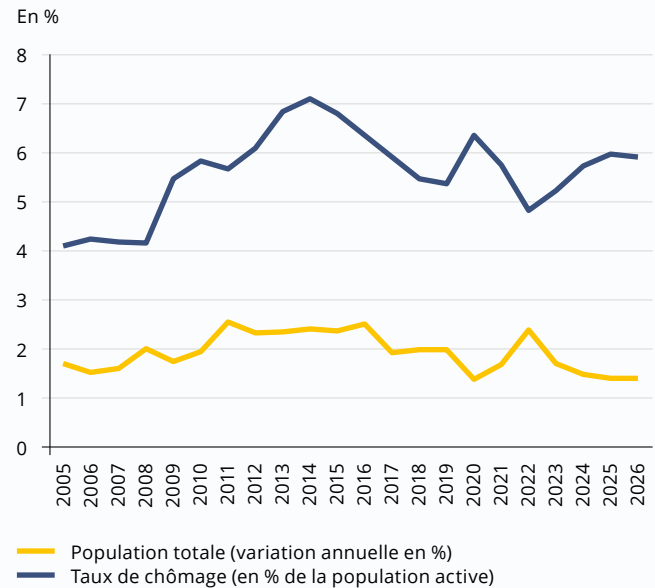
La croissance de l'emploi au Luxembourg resterait marquée en 2025 et 2026 par une contribution significative du secteur public. Celui-ci continuerait à jouer un rôle moteur, avec des hausses soutenues de +3.5% en 2025 et +3.1% en 2026, après un dernier pic à +3.8% en 2024. Le secteur marchand viendrait renforcer les créations d'emplois, mais seulement à partir de 2026 (cf. graphique 4.10), avec une contribution plus importante des travailleurs frontaliers.

Graphique 4.11

L'emploi public demeurerait relativement dynamique

Source: STATEC (2025-2026: prévisions)

Graphique 4.12

Vers un ralentissement de la population et un chômage encore élevé

Source: STATEC (2025-2026: prévisions)

La dynamique récente soutient de manière disproportionnée l'emploi résident, bien plus présent dans le secteur public (les frontaliers occupant seulement un quart des emplois dans les branches non marchandes⁴). Dans un contexte de faible dynamisme du secteur marchand, cette concentration des créations d'emplois dans le public révèle la fragilité de la reprise. Une telle configuration ne s'observe généralement qu'en période de crise, comme lors de la grande récession financière (2008/2009) ou de la pandémie de Covid-19 (cf. graphique 4.11).

En parallèle, le secteur marchand peinerait à retrouver son dynamisme d'avant-crise. Après une croissance modeste de +0,3% en 2025, il amorcerait un redressement à +1,0% en 2026, porté par une amélioration de la conjoncture intérieure évoquée ci-avant. De même, le secteur financier, pilier traditionnel de l'économie luxembourgeoise, connaîtrait un ralentissement marqué en 2025 (+0,5%, après +1,3% en 2024), avant de rebondir en 2026 (+1,4%), porté notamment par l'amélioration de l'environnement financier international.

Cette faiblesse du secteur marchand se reflète également dans l'évolution de l'emploi frontalier, qui progresse légèrement plus vite que l'emploi résident (+1,1% en 2025, +1,9% en 2026), tout en demeurant nettement inférieur aux tendances d'avant-crise (+3-4% de croissance annuelle). La demande de main-d'œuvre frontalière, traditionnellement concentrée dans le secteur marchand, resterait bridée en 2025 par la prudence des entreprises et le ralentissement de certains projets d'investissement.

Un taux de chômage encore élevé sur l'horizon de prévision

Le taux de chômage resterait élevé au Luxembourg, atteignant 6,0% de la population active sur l'ensemble de 2025 avant de reculer très légèrement à 5,9% en 2026. Ce niveau relativement élevé (le dernier pic était de 7,1% en 2014) témoigne de difficultés persistantes sur le marché du travail, en particulier dans un contexte où le secteur marchand peine à recréer une dynamique d'embauche suffisante. La croissance de l'emploi public permet d'amortir partiellement le choc, mais ne suffit pas à enrayer une dégradation plus structurelle de l'emploi.

⁴ Administration publique, défense, éducation et santé.

Tableau 4.1

Marché du travail – données observées et prévisions

	Scénario central					Correction des marchés ¹		Relance publique ²	
	2024	1995-2023	2024	2025	2026	2025	2026	2025	2026
	Niveau (personnes)	Évolution (en % ou en points de %)	sauf si spécifié différemment						
Population totale ³	681 973	1.8	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	9 281	.	1.4	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Population en âge de travailler ⁴	435 469	1.9	1.2	1.1	1.1	1.1	1.0	1.1	1.1
Population active	313 961	2.1	1.6	1.3	1.2	1.2	1.1	1.3	1.2
Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) ⁵	.	71.2	72.1	72.2	72.3	72.2	72.3	72.2	72.3
<i>Idem, femmes⁵</i>	.	61.9	68.8	68.9	69.1	68.9	69.1	68.9	69.1
Emploi total intérieur	517 820	3.1	1.1	1.0	1.5	0.7	1.2	1.0	1.6
dont: frontaliers entrants	235 904	5.2	1.2	1.1	1.9	0.6	1.3	1.1	2.0
emploi résident	295 964	2.0	1.0	1.0	1.2	0.9	1.1	1.0	1.3
Durée de travail moyenne	.	-0.3	0.2	0.0	-0.2	0.0	-0.2	0.0	-0.2
Nombre de chômeurs (ADEM)	18 009	4.7	11.4	5.5	0.0	6.8	1.2	5.3	-0.7
Taux de chômage (% de la pop. act.) ⁵	.	4.6	5.7	6.0	5.9	6.1	6.1	6.0	5.9

¹ Dans ce scénario défavorable, les inquiétudes des investisseurs quant à la crédibilité de la politique américaine conduisent à un durcissement des conditions financières, les rendements plus élevés faisant grimper les taux de prêt et pesant sur les marchés boursiers. ² Dans ce scénario favorable, l'économie mondiale se renforce grâce aux mesures de relance et aux réformes structurelles en Chine et aux dépenses de défense accrues dans l'UE.

³ Au 31 décembre. ⁴ 20-64 ans. ⁵ En niveau.

Source: STATEC (2025-2026: prévisions)

La dynamique démographique en perte de vitesse

La population continuerait à croître, mais à un rythme nettement plus modéré qu'au cours des deux dernières décennies: +1.4% en 2025 comme en 2026. Ce ralentissement, avec un rythme comparable à celui d'années telles que celles de la grande crise financière ou de la pandémie de Covid-19, s'explique principalement par le fléchissement de l'immigration observé depuis trois ans, alors que les niveaux d'émigration sont restés relativement stables depuis 2022. Ainsi, en 2024, les mouvements bruts de population, avec environ 25 700 arrivées contre 16 400 départs, ont confirmé une tendance au ralentissement migratoire. Cette évolution refléterait un essoufflement des moteurs traditionnels de croissance démographique, notamment l'immigration liée à l'emploi. Dans un contexte de reprise économique hésitante, elle pourrait limiter à moyen terme le potentiel de croissance du pays.

Enfin, les départs à la retraite s'intensifieraient au cours de la période, en lien avec le vieillissement de la population active. Cette tendance, déjà amorcée, devrait s'accélérer en 2025 et 2026, exerçant une pression supplémentaire sur les besoins de remplacement dans les secteurs public comme privé. Si elle peut contribuer à contenir la hausse du chômage, cette vague de départs soulève également des enjeux de transmission des compétences et de renouvellement des effectifs, dans un contexte de tensions sur certains métiers.

D'après le scénario alternatif "Correction des marchés", l'emploi pourrait ralentir davantage (à 0.7% en 2025, puis 1.2% seulement en 2026), sans baisse du chômage, qui resterait proche de 6.1% sur les deux années. L'autre scénario alternatif, "Relance publique", est très proche du scénario central, avec une reprise de l'emploi légèrement plus forte en 2026 (+1.6%).

